

FCEE – N.-É. • 2099, rue Gottingen • Halifax (N.-É.) B3K 3B2

17 septembre 2014

Stephen McNeil, premier ministre
Chef du Parti libéral
C.P. 726
Halifax (N.-É.) B3J 2T3

Jamie Baillie
Chef du Parti conservateur
Édifice Centennial, bureau 1001
1660, rue Hollis
Halifax (N.-É.) B3J 1V7

Maureen MacDonald
Chef du Parti néo-démocrate
Édifice BMO
5151, rue George, bureau 601
Halifax (N.-É.) B3J 1M5

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Chef du Parti conservateur,
Madame la Chef du Parti néo-démocrate,

La Coalition sur l'éducation postsecondaire en Nouvelle-Écosse (CEPNE) se compose de représentants de l'Association des professeures et professeurs d'université de la Nouvelle-Écosse (APPUNE), du chapitre néo-écossais de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE) et de la DFA (Dalhousie Faculty Association). Ainsi réunis, nous représentons les professeurs, les étudiants et le personnel de plus de la moitié des établissements d'enseignement postsecondaire de la Nouvelle-Écosse. Nous vous écrivons aujourd'hui parce que la Nouvelle-Écosse se situe à un tournant crucial dans l'histoire de l'enseignement postsecondaire dans la province et, de fait, dans le pays tout entier. Lorsque le processus de consultation sur l'enseignement postsecondaire aura lieu cet automne, nous souhaitons voir un processus ouvert et axé sur la participation de tous, y compris des organismes que nous représentons.

La CEPNE défend l'adoption de mécanismes visant à réduire l'endettement des étudiants du postsecondaire en Nouvelle-Écosse, à renforcer la souplesse et l'accessibilité des programmes d'enseignement postsecondaire dans la province et à faire augmenter le financement de base des universités et des collèges de la province, afin de permettre à ces établissements de maintenir et même de renforcer, partout où cela est possible, leur engagement en matière d'excellence en enseignement et en recherche théorique.

Il ne fait aucun doute que l'enseignement postsecondaire en Nouvelle-Écosse est confronté à des difficultés considérables. La baisse des subventions publiques et l'évolution du contexte démographique au cours des dernières décennies ont forcé nos universités à couper leurs budgets pour le corps professoral, les ressources pédagogiques et les services aux étudiants; elles ont aussi forcé nos universités à se tourner vers d'autres sources de revenus : commercialisation, secteur

privé, augmentation des droits et augmentation du recours au recrutement d'étudiants internationaux. Notre situation n'a rien d'original : les tendances sont comparables ailleurs au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux, comme la Grande-Bretagne.

Au cours de la dernière décennie, la CEPNE a présenté aux différents gouvernements provinciaux successifs des données recueillies lors de sondages, en 2005, en 2007, en 2010 et en 2014, qui montrent que le grand public reste très attaché à un système d'enseignement postsecondaire bénéficiant de subventions suffisantes et dans lequel le personnel enseignant, les étudiants et les autres membres du personnel jouent un rôle pertinent sur le plan de la gouvernance et de l'administration de nos établissements d'enseignement supérieur.

Nous avons également présenté des données dans le rapport de l'APPUNE publié en 2012 et intitulé *A Culture of Entitlement*, qui montrent que les dépenses et les offres de rémunération pour les administrations des universités ont augmenté de façon considérable et incontrôlée, alors même que les étudiants s'endettent toujours plus pour obtenir une éducation de qualité et alors même qu'il est de plus en plus « normal » pour les professeurs et les membres du personnel d'avoir des emplois précaires et faiblement rémunérés et de souffrir d'un manque de soutien. De même, les recherches effectuées par la DFA montrent que, à l'Université Dalhousie, la part des dépenses consacrée à l'administration et aux projets d'investissement a nettement augmenté au cours des 12 dernières années, tandis que la part des dépenses consacrée à l'enseignement et à la recherche et aux fonctions de soutien à l'enseignement et à la recherche a baissé.

Pour terminer, nous avons présenté aux différents gouvernements provinciaux successifs des propositions de changement de politique, nous inspirant non seulement des données que nous avons rassemblées, mais surtout de la vaste expérience que nos membres possèdent et les observations judicieuses qu'ils sont capables de faire sur le système d'enseignement postsecondaire.

Pourtant, aucun de nos gouvernements provinciaux, quelle que soit son affiliation politique, n'a vraiment prêté attention à nos constats et à nos propositions. Le débat public qu'il faudrait que nous ayons n'a donc pas encore vraiment commencé et le débat public que nous avons est démoralisant, parce qu'il se limite à la seule question quantitative de l'argent consacré au secteur. Il semble, de surcroît, que seules les administrations universitaires — qui ne représentent qu'une minuscule minorité au sein de nos universités, si on les compare au nombre de professeurs, d'étudiants et de membres du personnel, et dont le rôle est de soutenir les autres — parviennent à retenir l'attention des gouvernements qui viennent successivement au pouvoir. Il n'y a eu, jusqu'à présent, aucune tentative pour donner un rôle significatif aux professeurs, aux étudiants et aux membres du personnel des universités dans la gouvernance et la définition des orientations de notre système d'enseignement postsecondaire.

Lors de la campagne pour les élections provinciales de l'an dernier, l'un des slogans du gouvernement McNeil était : « Nos diplômés du postsecondaire sont la clé de la réussite de la Nouvelle-Écosse à l'avenir. » La commission Ivany, quant à elle, affiche ses convictions : « [...] le système postsecondaire est susceptible de donner l'exemple des changements d'ordre plus général dont la province a besoin dans toutes ses régions et est même susceptible de catalyser lui-même ces changements. » La coalition est d'accord avec le slogan du gouvernement et avec la commission Ivany sur ces points. C'est pour cela que nous avons fait tous ces efforts — jusqu'à présent en vain

— pour offrir des idées et des options viables en matière de politiques publiques. Il nous semble, par exemple, que l'accroissement de l'endettement des étudiants auprès de prêteurs du secteur privé représente une très grande menace pour l'esprit d'entrepreneuriat qui, tant selon le gouvernement que selon la commission Ivany, est censé remettre d'aplomb la Nouvelle-Écosse. Nous avons proposé des mesures en vue de rendre les études universitaires plus abordables et nous sommes convaincus que les étudiants et les jeunes diplômés qui souhaitent lancer une entreprise sont mieux placés pour le faire quand ils ne sont pas sous le fardeau d'une dette d'une énormité croissante.

Comme 70 p. 100 des emplois créés sur le marché du travail aujourd'hui exigent des études postsecondaires, il faut que nous rendions l'enseignement supérieur accessible. Il faut également que nous nous assurions que nos collèges et nos universités nous aident à surmonter les obstacles auxquels nous faisons face. La résolution de la crise croissante qui nous menace sur le plan environnemental, le renouvellement de notre démocratie faiblissante, la production de recherches et d'innovations sous une forme accessible — tout cela dépend de nos investissements dans nos établissements d'enseignement supérieur.

Globalement, le besoin de nouvelles politiques en vue d'avoir un secteur de l'éducation postsecondaire fort et dynamique ne s'est jamais senti de façon plus aiguë qu'aujourd'hui. Et pourtant, comme l'indiquait la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) dans un communiqué de presse en date du 3 juin 2014, les effectifs d'étudiants en Nouvelle-Écosse ont baissé de trois points depuis 2003–2004, ce qui représente une baisse plus brutale que partout ailleurs au Canada.

Il est temps d'avoir un débat authentique et ouvert à tous sur l'éducation postsecondaire en Nouvelle-Écosse — et non un débat où seules les administrations universitaires s'expriment au nom de nos universités, de nos professeurs, de nos étudiants et de notre personnel de soutien.

Nous nous préparons à apporter notre contribution au processus de consultation et nous invitons publiquement le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, les porte-parole de l'opposition et l'ensemble des élus à se joindre à nous pour entamer enfin le débat public dont nous avons si profondément besoin. Depuis les élections provinciales de 2013, la CEPNE a rencontré les porte-parole de l'opposition et nous les remercions de leur intérêt pour nos préoccupations. Nous avons hâte de voir le gouvernement libéral se joindre à eux et à nous pour avoir des discussions générales et ouvertes.

Les étudiants, les professeurs et le personnel du postsecondaire sont unis au sein de la CEPNE. Nous sommes ceux qui connaissent le mieux les forces et les faiblesses des universités et des collèges et nous sommes les principaux interlocuteurs à consulter. Nous sommes convaincus qu'il faut que le processus de consultation reste ouvert et transparent et touche un aussi grand nombre de personnes que possible, avec (entre autres) des forums ouverts au grand public. En outre, nous sommes convaincus qu'il faut que le processus de consultation soit mené de façon à viser une réduction des droits de scolarité pour les étudiants, une augmentation des subventions aux universités et des améliorations concrètes de l'aide aux étudiants. Enfin, nous sommes convaincus que, quand on parle de « consultation », il s'agit d'un processus de véritable discussion, dans lequel les points de vue exprimés jouent un rôle substantiel dans les décisions qui sont prises.

Nous vous invitons à répondre et nous avons hâte d'avoir l'occasion de nous exprimer d'une voix forte lors du processus de consultation.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les plus sincères.

Joan Jessome
Présidente
NSGEU

Marc Lamoureux
Président
APPUNE

Anna Dubinski
Présidente
FCEE – N.-É.

Catrina Brown
Présidente
DFA

Jacqueline Skiptunis
Vice-présidente
DSU